

## Guerilla days

L'actualité est généralement désespérante : triée par une agence qui balance la même bouillie prémâchée à toutes les gazettes, elle ne nous apprend jamais que ce dont on se beurre le coquillard. Il est fastidieux de faire le tri entre le futile, l'inintéressant, le faux et le putassier, dans quelque quotidien qu'on mette le nez.

Mais parfois l'Actualité, bien malgré elle, met le doigt sur quelque chose de dense, de POLITIQUE. S'intéressant aux déboires d'un chantier pharaonique et inutile comme il y en a des pelletées de par le monde, elle ne peut faire autrement que passer en revue les forces en présence : une multinationale qui compte parmi les plus puissantes du monde, une poignée de paysans et de totos qui jouent aux guerres indiennes. L'enjeu ? 5000 hectares de bonne terre nourricière et fertile.

L'élu, je refuse absolument de m'y intéresser, tout comme au piteux Hagelsteen, ci-devant préfet du pays de Loire et employé par Vinci pour se charger de la concession de l'aéroport. Certains humains sont à vendre et d'autres pas. Les premiers encombrant ce qu'on appelle assez improprement la vie politique. Ils ne font pas honneur à l'espèce humaine, qui par ailleurs est capable de peindre le port de Delft, voire de partir en guerre, pieds nus et la fleur au fusil, pour défendre les pâquerettes contre le béton. Ce qui est, à notre époque, l'un des seuls combats valables, pertinents et CONCRETS. Pourquoi ? Parce que c'est un des seuls qui ne se trompe pas d'ennemi.

Le Droit est du côté de Vinci. On pourrait même dire que le Droit est taillé sur mesure pour Vinci. Le Droit a toujours été l'instrument des gros cupides minoritaires qui ont inventé le pouvoir pour s'assurer la légalité de leurs opérations les plus

dégueulassement illégitimes. Par légalité, entendez : ce qui sera défendu flingue à la hanche par les forces de l'ordre d'un Etat de Droit (Droit conféré par les suffrages qu'on trait au peuple, afin d'en faire son beurre).

Les robocops, en fonçant dans le tas des indiens, se montrent sous leur jour authentique de forces d'occupation, comme l'équipe surdimensionnée de culottes de peau et de flics nigériens et français déployés autour de la mine d'uranium d'Arlit, propriété d'Areva et chantier de Vinci en terre nigérienne. Ou les néo-nazis main dans la main avec la flicaille dans la forêt de Khimki, non loin de Moscou, autre chantier de Vinci qui colle de l'urticaire aux riverains. Ici ou là-bas, grossièrement la-bas, de façon plus nuancée ici, les Etats ne sont que les porte-flingue des multinationales, lesquelles appellent "dérégulation" le dégueulis de règlements coercitifs qu'elles crachent comme pépins de pastèque par le biais d'organismes parfaitement illégitimes mais qui ont mis les Etats à leur botte, OMC et pantins dérivés comme l'UE.

Il y a plusieurs solutions au racket mondial qui saigne à blanc les menus peuples, et aucune ne passe par les Etats. La proposition la plus rigolote qui passe par l'Etat que j'aie lu récemment, dans un petit fascicule de certains membres d'Attac qui s'opposent à d'autres sur le concept de démondialisation, est celle de Sapir. Je ne résiste pas au plaisir de passer le joint : la solution pour la Grèce consiste d'une à répudier sa dette, de deux à réquisitionner la Banque Centrale de Grèce pour qu'elle fasse fumer la planche à billets ("illégal mais techniquement possible"). Après quoi, les créanciers cocus de la dette grecque seront trop contents de récupérer ce pognon interdit qui après tout ne se distingue pas du pognon légal, même si

c'est très vilain. Le déficit budgétaire ainsi escamoté, il n'y aura plus qu'à réemprunter à des taux acceptables et roule ma poule. Il y a des économistes qui vous réjouissent, de Maris première mouture (il a vieilli hélas) à Lordon en passant par Sapir, le plus drôle. Le problème c'est que toutes ces institutions qu'on peut retourner comme des flinguots ont une tendance lourde à servir Dassault plutôt que Geronimo, pour le dire en images, et que les hommes de pouvoir ont une affection immodérée pour le manche. On peut supposer que si Charlot avait le pouvoir, il donnerait à bouffer à tout le monde. Mais ce qui définit Charlot, c'est qu'il n'a pas le pouvoir, que le pouvoir est étranger à sa nature, et que vouloir l'y amener évoque irrésistiblement la fameuse rencontre fortuite, sur une table de dissection, d'une machine à coudre et d'un parapluie : c'est beau, c'est déjà mort. Trouver un politique qui ait envie de faire ce que suggère Sapir, voilà l'utopie.

Il vaut mieux s'adresser aux Bon Dieu qu'à ses saints, au Parrain qu'à ses porte-flingue. Cette putain de terre, en ces temps de capitalisme délirant, est du nord au sud et de l'est à l'ouest à la curée des charognards, qui ne font plus dans le détail et éventrent, défoncent, déportent, bétonnent, sous n'importe quel prétexte du moment que ça donne lieu à de substantiels déplacements de monnaie. La mondialisation aura eu cet avantage de transformer la terre entière en territoire colonial et de soumettre tous les peuples à des plans d'ajustement structurel plus vachards les uns que les autres. À la bonne heure, au moins on sait où on habite et sur qui il faut tirer : principalement les multinationales comme Vinci, qui nous tondent par le biais des Partenariats Public-Privé (la puissance publique délègue de titanesques projets d'infrastructures, hostaus,

taules, routes, aéroports, rocades, à des squales monstrueux qui se paieront ensuite sur la bête, c'est-à-dire l'utilisateur. La puissance publique, pour peu qu'elle soit justement défrayée de son dévouement aux multinationales, est prête à vendre père et mère, lacs et rivières, peuple cul nu si on le lui demande gentiment). Cheux nous, les PPP datent de 2004. Comme disent les méchants, en ces temps de crise, c'est une façon de dissimuler de la dette en la changeant en crédit, crédit que karméront jusqu'à la fin des temps et pour les siècles des siècles les enfants des enfants de nos enfants. Car cette dette ainsi planquée est évidemment souscrite à notre nom à nous tous, ramasse-miettes que nous sommes. Prisonniers de ce bordel international, nous alignerons les passes jusqu'au jugement dernier pour rembourser la Madame. Et les taules il faudra les remplir, et les hostaus il faudra les équiper de compteurs à chaque lit, et on n'a pas fini de banquer pour se déplacer. On assiste déjà à des arrangements croquignols, comme à Honfleur où l'Hôpital public, la clinique privée de Dauville et le centre de cardiologie ont été regroupés dans le même bâtiment, construit par Vinci. La gestion des urgences étant commune, chaque blessé qui rapplique est féroce ment disputé entre les deux instances. Non seulement l'hostau paie un loyer prohibitif à la polyclinique, mais en plus chaque fois qu'un patient emprunte un couloir privé pour aller au bloc, en radiologie ou au labo, il doit acquitter un droit de passage. À Orléans, Vitalia s'est fait botter le cul par les salariés et le directeur de l'agence régionale de santé, et est partie avec son PPP taillé en pointe construire une clinique privée ailleurs qu'à l'hôpital public.

Mais le pain s'accumule sur la planche, et réclame des troupes fraîches : Vinci fait aussi débile que l'aéroport de Notre-Dame des Landes,

c'est le stade des lumières à Lyon, chantier monstrueux qui exproprie nombre de culs-terreux pour accueillir l'euro 2016. La commission d'enquête publique a rendu son avis sur ce projet en 2010, elle déplore et s'indigne. Elle est mignonne, la commission d'enquête publique. Les travaux de terrassement ont commencé. En tout cas ça nous éclaire sur l'utilité de quoi pour qui : en 2006, le Grand Lyon achète (déjà !) des terrains à des paysous entre 7 et 14€ le m<sup>2</sup>. En avril 2011, il cède une trentaine d'hectares à l'Olympique Lyonnais pour 40€ le m<sup>2</sup>. Après quoi, quelques mois après, le Conseil Communautaire du Grand Lyon révisé le PLU, faisant grimper le prix au m<sup>2</sup> de cette bonne glèbe à 300€. 200 millions d'€ pour des terrains chopés six mois plus tôt 22 millions, c'est ce qui s'appelle faire la culbute ! Les assocés opposées au projet manquent totalement d'humour, elle parlent d'entente illicite, d'abus de pouvoir, de détournement de fonds publics, de favoritisme et de recel de favoritisme. Et bin, avec quoi vous voulez payer Vinci, vous ? On le sait qu'ils sont pourris jusqu'à la moelle, c'est bien pour ça qu'on les a pas élus, qu'on les élira jamais. Ils nous ont vendus jusqu'à la quinzisième génération. Ils ne sont même pas nos ennemis, juste les chiens de nos ennemis. Haro sur Vinci ! Haro sur Total, Bouygues et Bolloré ! Les vrais souverains qu'il urge de raccourcir, c'est eux. Le reste, c'est Sapir qui le dit, n'est qu'une affaire de jeux d'écriture -mais le mieux serait de balancer les Tables de la Loi au bouillon une bonne fois pour toutes. Il suffirait d'abolir toute propriété qui ne soit pas d'usage et de péter le monopole de la monnaie, pour commencer. Mais bon, ce que j'en dis... J'y connais rien, c'est juste pour rigoler.